



## » SYRIE

### État des lieux sur les violences à l'égard des femmes

Novembre 2017

#### 1. Cadre législatif

La Constitution syrienne (2012) ne dispose d'aucun article spécifique interdisant la discrimination à l'égard des femmes, ce qui affaiblit encore les droits humains des femmes, en particulier dans le contexte du conflit armé qui déchire la Syrie depuis ces six dernières années. L'exclusion des questions relatives aux droits humains des femmes de toutes les réformes constitutionnelles, ainsi que de l'ensemble des textes de loi promulgués au cours des six dernières années, consacre davantage la discrimination fondée sur le genre et les violences à l'égard des femmes, tant en théorie qu'en pratique, dans la culture sociale qui influe sur la condition des femmes tout au long de leur vie. Cette situation exacerbe donc les effets de la discrimination fondée sur le genre et les violences à l'égard des femmes lors des conflits armés.

La nouvelle Constitution ne garantit ni le droit à l'égalité des genres, ni l'interdiction et la criminalisation de la discrimination et des violences à l'égard des femmes. Au contraire, et pour la première fois depuis l'indépendance, la Constitution comporte une référence aux groupes religieux au détriment des droits des femmes : l'article 3(4) dispose en effet que « le statut personnel des groupes religieux doit être protégé et respecté ». Cet article stipule que la religion du président de la République est l'Islam et que le droit musulman est la source principale de législation ; il implique donc la « constitutionnalisation » de la discrimination à l'égard des femmes, comme l'indiquent les six lois relatives au statut personnel des différents groupes religieux, ainsi que la loi sur la nationalité, le Code pénal, et d'autres lois et réglementations. Les effets discriminatoires de ces lois se reflètent dans les lois de droit civil. Ces constatations confirment le vide juridique persistant en matière de protection juridique des femmes. Dès lors, en abandonnant la responsabilité qui lui incombe de réglementer et de préserver les droits de tous les membres de la famille, en particulier des femmes, le gouvernement constitue une grave menace qui contredit les affirmations de l'État relatives à sa soi-disant laïcité

En outre, aucun article explicite de la Constitution ne donne préséance aux conventions internationales par rapport aux lois nationales et à la Constitution elle-même. Cet aspect prive les femmes d'opportunités légales appropriées pour modifier les lois discriminatoires en fonction des dispositions de ces conventions.

L'application continue de lois qui établissent une discrimination inacceptable à l'égard des femmes constitue un acte de violence ; elle génère et justifie la violence à leur encontre. Le Code pénal contient encore plusieurs articles qui légitiment le meurtre des femmes en cas de « crimes d'honneur » (articles 548 et 192) et de « crimes commis sous l'emprise de la fureur » (article 242).

L'article 548, concernant les meurtres et crimes dits d'honneur, n'a pas été abrogé ; seule l'excuse disculpatoire a été supprimée, alors que l'excuse atténuante a été retenue au bénéfice de ceux qui tuent des femmes « pour défendre leur honneur ». Malgré la promulgation du décret (1) de 2011 qui modifie plusieurs articles du Code pénal, notamment en punissant l'auteur d'un viol qui épouse sa victime, les modifications apportées ont uniquement aboli l'excuse disculpatoire et conservé l'excuse atténuante. En réalité, l'article modifié prévoit une peine de deux ans de prison si l'auteur du viol épouse sa victime et cinq ans d'emprisonnement en cas de divorce. Cette modification ne protège nullement les femmes, les victimes, contre les mariages avec leurs violeurs, ce qui constitue une violation flagrante de leur humanité et de leurs sentiments. Cet article encourage les parents de la fille violée à l'obliger à se marier avec son violeur et prive la victime de la liberté de choisir son époux, sous prétexte de préserver son honneur.

Les articles relatifs à l'adultère font encore des distinctions entre les femmes et les hommes. La peine infligée aux femmes en cas d'adultère est le double de la peine appliquée aux hommes coupables d'adultère. Le mari est autorisé à commettre un adultère à l'extérieur de la demeure conjugale. Le mari coupable d'adultère est condamné à purger une peine uniquement si les faits ont eu lieu dans la demeure conjugale, tandis que les femmes sont punies quel que soit le lieu de l'adultère. La distinction entre hommes et femmes en ce qui concerne les moyens de preuve reste également en faveur des hommes.

Bien que certains articles du Code pénal criminalisent le harcèlement sexuel, en particulier à l'égard des enfants, les femmes victimes de harcèlement font rarement appel au système judiciaire. Ceci est dû à un héritage lourd ainsi qu'à la honte et à la stigmatisation que la victime et sa famille peuvent subir à cause de la culture patriarcale dominante qui insinue que la victime a dû faire quelque chose pour encourager son agresseur. Par ailleurs, il n'existe aucun mécanisme de plainte sûr, confidentiel et approprié permettant aux victimes de déposer plainte par l'intermédiaire d'agences gouvernementales, en particulier dans les hôpitaux, les services de police et le ministère public.

Le viol conjugal est, quant à lui, complètement ignoré ; il n'y a aucune tentative visant à l'intégrer aux crimes de viol. Au contraire, un article du Code pénal légitime ce type de viol. Le nombre de viols conjugaux est en augmentation depuis le début du conflit armé parmi les communautés de réfugiés et de personnes déplacées.

En ce qui concerne le retard dans la promulgation de la loi visant à protéger les femmes contre les violences et l'utilisation de la « crise » comme excuse pour justifier cet échec, ainsi que l'indique la réponse du gouvernement<sup>1</sup>, le projet de loi est présenté depuis sept ans et n'a toujours pas été approuvé.

## 2. Cadre politique

La Syrie a adhéré à plusieurs traités internationaux et régionaux relatifs aux droits humains :

- Pacte international relatif aux droits civils et politiques
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Convention relative aux droits de l'enfant
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Charte arabe des droits de l'homme

### *La situation des Syriennes pendant le conflit*

La Syrie a adhéré à plusieurs traités internationaux qui garantissent toute une série de droits civils, politiques, sociaux, culturels et économiques pour l'ensemble des personnes concernées. La Syrie a également adhéré à la Charte arabe des droits de l'homme, un instrument régional adopté par la Ligue des États arabes en 2004. Bien que la Syrie soit suspendue de la Ligue arabe depuis novembre 2011, elle n'en demeure pas moins liée par cette Charte. Le droit international des droits humains s'applique en permanence, en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre, mais les États peuvent, en cas de situation d'urgence comme un conflit armé, prendre certaines mesures dérogeant aux obligations prévues par un traité particulier.

Les traités réglementent ce type de dérogations (article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et article 4 de la Charte arabe des droits de l'homme). Même lorsqu'un État ne respecte pas l'application d'un traité, le droit international des droits humains prévoit certaines dispositions spécifiques en matière de protection,

<sup>1</sup> Rapport du gouvernement syrien soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CE-DAW), 2012

comme l'interdiction de la torture, des peines et des traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>2</sup>. Le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies<sup>3</sup> indique par ailleurs clairement que « Les États parties ne peuvent en aucune circonstance invoquer l'article 4 du Pacte pour justifier des actes attentatoires au droit humanitaire ou aux normes impératives du droit international, par exemple une prise d'otages, des châtiments collectifs, des privations arbitraires de liberté ou l'inobservation de principes fondamentaux garantissant un procès équitable comme la présomption d'innocence »<sup>4</sup>. Quoi qu'il en soit, la Syrie n'a dérogé à aucun traité international, ce qui signifie qu'elle demeure liée par l'ensemble des dispositions des traités relatifs aux droits humains susmentionnés. L'État est donc tenu responsable de toute violation des obligations prévues par les traités en question.

La Syrie est une partie signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes depuis 2002. Elle a toutefois émis des réserves à l'égard de plusieurs articles de la Convention, notamment l'article 2, l'article 9, paragraphe 2, relatif aux droits égaux des femmes en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants, l'article 15, paragraphe 4, qui reconnaît la liberté des femmes de choisir leur résidence et leur domicile, l'article 16, paragraphe 1 (c-d-f-g) qui stipule que les hommes et les femmes disposent des mêmes droits et des mêmes responsabilités au cours du mariage et lors de sa dissolution, ainsi qu'en matière de tutelle, de curatelle, de garde et d'adoption, l'article 16, paragraphe 2, relatif aux effets juridiques des fiançailles et des mariages d'enfants en raison de leur contradiction avec les dispositions de la loi islamique (charia), ainsi que l'article 29, paragraphe 1, portant sur l'arbitrage entre deux ou plusieurs États parties en cas de différend.

En juillet 2017, la Syrie a retiré sa réserve à l'article 2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) par son décret no 230, publié dans le journal officiel de Damas le 16 juillet 2017. Ce décret demeure néanmoins inefficace, car la Syrie ne reconnaît ses obligations au titre de l'article 2 de la CEDEF que dans la mesure où celles-ci ne sont pas contraires aux dispositions de la charia, telles qu'elles sont énoncées en premier lieu dans la loi sur le statut personnel. De ce fait, le décret introduit également une discrimination fondée sur l'appartenance religieuse entre les citoyens.

En dépit de ces réserves, la Syrie est tenue, par ses obligations internationales, de « prévenir les actes de violence contre des femmes, d'enquêter sur les faits, de traduire en justice et de sanctionner » leurs auteurs<sup>5</sup>. Le droit international prévoit aussi des dispositions spécifiques en ce qui concerne les violences sexuelles, en particulier dans le contexte d'un conflit armé. Depuis que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1325 (2000), il peut intervenir contre toutes les formes de violences sexuelles commises dans des situations préoccupantes, à savoir des situations d'instabilité pouvant entraîner des conflits, des situations d'après-conflit ou de troubles politiques<sup>6</sup>. Le Conseil de sécurité a récemment reconnu les liens qui existent entre le maintien de la paix et de la sécurité internationale et la lutte contre les violences à l'égard des femmes, en particulier les violences sexuelles, avec l'adoption de la résolution 2122 (2013)<sup>7</sup>.

Le droit pénal international fait aussi explicitement mention des violences sexuelles commises à l'encontre des femmes. Le Statut de Rome définit les actes de violence sexuelle comme suit : « viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable ». Il précise également que ce type d'actes peut équivaloir à des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité lorsqu'ils sont commis dans le cadre d'une politique d'État ou d'atrocités généralisées ou systématiques ignorées ou tolérées par le gouvernement, toute autorité de fait ou tout groupe armé organisé. Ils peuvent aussi être considérés comme des actes de torture lorsqu'ils sont commis à l'initiative d'un fonctionnaire ou lorsqu'ils peuvent être attribués à l'État. Conformément au droit pénal international, les actes de violence sexuelle commis dans le cadre d'un conflit armé peuvent être considérés comme une arme de guerre si les civils sont délibérément visés et utilisés à des fins militaires ou politiques<sup>8</sup>.

La Commission internationale d'enquête indépendante sur la République arabe syrienne a publié un rapport en août 2013, indiquant que « les violences sexuelles jouent un rôle éminent dans le conflit, en raison de la crainte qu'elles inspirent, du recours à la menace de viol et des violences commises. Elles se produisent durant des raids, à des

2 Voir l'article 4, paragraphe 2, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui stipule que la torture, les peines et les traitements cruels, inhumains ou dégradants figurent parmi les sept dispositions du Pacte auxquelles il ne peut être dérogé ; voir également l'article 4 de la Charte arabe des droits de l'homme.

3 Qui supervise la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

4 Voir l'Observation générale no 29 sur l'article 4 : dérogations en période d'état d'urgence, 2011, sous la cote : CCPR/C/21/Rev.1/Add.11, paragraphe 11

5 Résolution de l'Assemblée générale 63/155 (2008)

6 Résolutions du Conseil de sécurité sur « Les femmes, la paix et la sécurité » : résolutions 1325 (2000) ; 1888 (2009) ; 1889 (2009) ; 1860 (2010) ; 2106 (2013)

7 Voir : [wps.unwomen.org/pdf/2122/UNSCR-2122-FR.pdf](https://www.unwomen.org/pdf/2122/UNSCR-2122-FR.pdf)

8 Adopté en 1998 et entré en vigueur en 2000, le Statut de Rome a institué la Cour pénale internationale.



postes de contrôle et dans les centres de détention et les prisons partout dans le pays. La menace de viol sert à terroriser et le viol à punir les hommes, les femmes et les enfants considérés liés à l'opposition. Le sous-signalement et le retard dans le signalement des violences sexuelles sont endémiques, ce qui rend difficile d'en évaluer l'ampleur. » La Commission internationale d'enquête conclut que « des viols et d'autres actes inhumains constituant des crimes contre l'humanité ont été commis par des membres des forces gouvernementales et des Forces de défense nationale. Le viol et les traitements inhumains sont répréhensibles aussi en tant que crimes de guerre »<sup>9</sup>.

La Commission internationale d'enquête indépendante sur la République arabe syrienne a également publié un rapport en juin 2016. D'après ce rapport intitulé « They Came to Destroy: ISIS Crimes Against the Yazidis » (« Ils sont venus pour détruire : les crimes de l'EIL contre les Yézidis »), l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL) est en train de commettre un génocide contre les Yézidis. La Commission a établi que les traitements infligés par l'EIL contre les Yézidis constituent des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. « Le génocide a eu lieu et se poursuit », a déclaré Paulo Pinheiro, le président de la Commission d'enquête. « L'EIL a soumis chaque femme, chaque enfant, ou chaque homme yézidi qu'il a capturé aux pires atrocités ». Conformément au mandat de la Commission, le rapport expose essentiellement les violations commises à l'encontre des Yézidis en Syrie, où des milliers de femmes et de filles sont encore détenues en captivité et maltraitées, souvent comme des esclaves<sup>10</sup>.

En outre, le gouvernement syrien ne remplit pas ses obligations en vertu des conventions et accords internationaux qu'il a ratifiés et qui prévoient tous la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants et surtout en temps de conflit.

### **Femmes en détention<sup>11</sup>**

Lorsque les Syriens et les Syriennes sont descendus dans la rue début 2011 pour prendre part aux manifestations pacifiques en faveur de réformes démocratiques, les autorités ont répondu par une répression croissante, y compris des détentions arbitraires, des disparitions forcées et des actes de torture. Six ans plus tard, le nombre de personnes détenues par les forces du gouvernement s'élève à plus de 106 727 d'après les chiffres du Réseau syrien des droits de l'homme, et à 85 175 selon Urnammu. Le Centre de documentation des violations en Syrie fait état de 66 916 cas de détenus, dont des milliers de femmes.

Le Réseau syrien des droits de l'homme a rassemblé des informations sur l'arrestation de 8289 femmes qui sont toujours détenues par les forces de sécurité syriennes à travers le pays. On compte pas moins de 599 filles de moins de 18 ans, 107 femmes détenues avec leurs enfants et au moins 57 femmes qui sont mortes en détention et sous la torture<sup>12</sup>. Date : de mars 2011 à novembre 2017.

Urnammu<sup>13</sup> a documenté l'arrestation de 4398 femmes, dont 299 filles âgées de moins de 18 ans. Parmi ces femmes, 3149 sont détenues dans un lieu inconnu. 109 femmes et 14 filles de moins de 18 ans ont été tuées<sup>14</sup>. Date : de mars 2011 à novembre 2017.

Le Centre de Documentation des Violations en Syrie a reporté l'arrestation de 2271 femmes et 111 filles. Parmi celles-ci, 139 femmes et 15 filles sont décédées en détention, durant leur disparition forcée et/ou sous la torture. Date : mars 2011 à novembre 2017.

Le Centre syrien pour les statistiques et la recherche<sup>15</sup> a recueilli des informations sur environ 427 femmes détenues arbitrairement, dont 14 filles de moins de 18 ans et 3 femmes d'âge indéterminé. 78 femmes sont mortes sous la torture dans des centres de détention, y compris deux femmes de moins de 18 ans et une d'âge indéterminé. Date : de mars 2011 à novembre 2017.

Il est difficile de connaître le nombre exact de détenus, puisque le gouvernement syrien n'autorise aucun observateur indépendant à accéder aux centres de détention. Les efforts déployés par les organisations syriennes de droits

9 Voir : Rapport de la Commission internationale d'enquête indépendante sur la République arabe syrienne, août 2013 (A/HRC/24/46), paragraphes 95 à 100

10 <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20113&LangID=E>

11 D'après plusieurs documents d'organisations syriennes

12 Méthodologie du Réseau syrien des droits de l'homme, pages 7 à 6

13 [http://www.urnammu.org/?page\\_id=6340](http://www.urnammu.org/?page_id=6340)

14 Il se peut que les chiffres ne soient plus les mêmes à la date de publication, car le processus de documentation se poursuit au quotidien

15 La méthodologie de travail du Centre syrien pour les statistiques et la recherche

humains pour obtenir des informations sur ces cas ont permis d'indiquer que des milliers de femmes sont détenues et souvent coupées du monde extérieur<sup>16</sup>. Des groupes de militants extrémistes armés ont pris des femmes et des enfants en otage pour se servir d'eux comme d'outils de négociation avec le gouvernement dans le but de libérer certains de leurs détenus. Des nonnes, des femmes et des enfants ont notamment été kidnappés dans la région de Lattaquié et plusieurs femmes et enfants ont été arrêtés par l'Armée de l'islam dans la région industrielle de la ville d'Adra pour servir de boucliers humains. Le gouvernement fait souvent preuve de tolérance dans ce type de négociations pour obtenir la libération des femmes.

Plusieurs femmes sont confrontées à des violences domestiques lorsqu'elles sont libérées ou pendant leur détention par l'opposition et les factions armées. Certaines ont dû divorcer et d'autres ont été tuées par leur famille.

Dans ce contexte de violence généralisée, de répression constante, de menaces et de stigmatisation sociale, et devant l'incapacité de la communauté internationale à lutter contre l'impunité et à protéger les civils, la plupart des femmes hésitent à signaler les actes de maltraitance infligés dans les centres de détention. Cette situation complique encore davantage les efforts de documentation. De ce fait, il est aussi extrêmement difficile de faire respecter l'obligation de rendre des comptes, l'équité psychosociale et la compensation financière, qui sont des éléments essentiels de la résolution des conflits.

À l'image d'autres guérillas, la situation de conflit prolongée que connaît la Syrie implique le recours progressif aux femmes comme moyen d'intimidation et comme arme de guerre. En plus de porter physiquement et psychologiquement atteinte aux femmes en détention, ces violations provoquent des divisions familiales ainsi que la destruction du tissu social syrien, rendant ainsi les perspectives de rétablir des conditions de vie normale encore plus hors de portée.

### ***Abris et refuges mis en place pour les femmes victimes de violences en Syrie***

Il n'existe que trois refuges pour les femmes victimes de violences. Tous trois se trouvent à Damas et accueillent essentiellement des victimes de violences fondées sur le genre :

- Le refuge Bon Pasteur (Al-Rahi Al-Saleh), dirigé et financé par les Sœurs du Bon Pasteur de Syrie, dispose d'une assistance téléphonique, la seule de Syrie (appelée « Trust Hotline »).
- Le refuge Charité dirigé par les Sœurs de la Charité et cofinancé en partenariat avec le HCR à Damas.
- Le refuge Oasis d'espoir dirigé par l'Association nationale pour le développement du rôle des femmes (Association for Women's Role Development, AWRD) et financé par le ministère des Affaires sociales.

Il convient de préciser que la hausse d'actes de violence à l'égard des femmes a entraîné un taux considérablement élevé de femmes demandant une protection dans les circonstances actuelles.

Ces refuges accueillent des victimes de tous les gouvernorats syriens, quels que soient leur âge, leur milieu et leur bourreau (famille, parties belligérantes). Si c'est le gouvernement qui est en tort, aucune mesure n'est prise en raison de la nature sensible du problème et de la crainte de représailles. La plus jeune fille accueillie dans ces refuges était âgée de 12 ans. Les femmes sont souvent envoyées dans ces refuges par les églises où elles viennent chercher de l'aide en premier lieu ou par le juge des mineurs qui y envoie les filles mineures, plutôt que de les transférer en prison pour les protéger des milieux criminels, de leur famille ou de la société.

Ces refuges peuvent accueillir 40 à 45 femmes maximum, ce qui est loin de satisfaire les besoins considérables actuels. L'administration des refuges s'efforce donc de trouver des offres d'emploi ou d'autres refuges le plus rapidement possible, afin de pouvoir accueillir de nouvelles victimes. Les femmes accueillies dans ces refuges ne bénéficient d'aucune protection juridique, puisque la loi ne les empêche pas d'être renvoyées dans leur famille, même si l'on pense qu'elles risquent d'être victimes d'un crime d'honneur, par exemple. L'administration des refuges est donc contrainte de nier la présence de la jeune fille, même si ses parents font venir la police.

Bon nombre de centres et d'associations offrent une aide et un soutien psychologique ainsi que des services d'aide à l'émancipation. C'est notamment le cas du Croissant-Rouge, des Sœurs du Bon Pasteur et de l'Association de planification familiale syrienne. Ils sont dirigés par ces associations et disposent de plusieurs sources de financement.

16 EuroMed Droits, « Détention des femmes en Syrie : une arme de guerre et de terreur », 2015  
[http://euromedrights.org/wp-content/uploads/2015/06/EMHRN\\_Womenindetention\\_EN.pdf](http://euromedrights.org/wp-content/uploads/2015/06/EMHRN_Womenindetention_EN.pdf)

### 3. Cadre de protection et accès à la justice

L'impunité continue de régner en Syrie et les forces de sécurité ne peuvent être poursuivies pour leurs crimes. Le décret législatif no 64/2008 du 30 septembre 2008 accorde à la police, au département de la sécurité politique et à la division des douanes des immunités jamais accordées depuis la création de l'État syrien.

Il n'existe pas de définition claire du terme « soutien moral » dans la législation antiterroriste ; de nombreuses femmes risquent donc d'être mises en détention simplement pour leurs liens ou leurs relations personnelles avec des personnes soupçonnées de terrorisme.

Les avocats ne peuvent pas demander de recours en révision aux services de sécurité. Les prisonniers de sécurité ne peuvent pas bénéficier d'une représentation juridique. Bien que le rôle des avocats soit protégé devant les tribunaux, ils ne sont autorisés ni à demander une révision aux tribunaux d'exceptions ou au tribunal antiterroriste, ni à comparaître devant eux. Les femmes en détention sont donc privées du droit à la présence d'un avocat lors des interrogatoires qui se déroulent souvent sous la torture. On leur refuse également le droit à un procès équitable.

Il y a des dizaines de femmes à la prison d'Adra (placées devant le tribunal militaire local ou le tribunal antiterroriste) qui ne sont jamais traduites en justice.

### 4. Lutte contre les violences à l'égard des femmes dans le cadre de la coopération internationale

L'Union européenne utilise de nombreux programmes et instruments financiers pour mettre en œuvre la Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité<sup>17</sup> en Syrie, en donnant la priorité à la lutte contre les violences sexuelles et fondées sur le genre dans le cadre des conflits ainsi qu'au soutien à l'émancipation des femmes et à la participation des femmes aux négociations, à la médiation et aux dialogues de paix préventifs.

Le Conseil des Affaires étrangères de l'UE a déclaré en 2015 dans ses conclusions relatives à la stratégie régionale de l'UE pour la Syrie : « L'UE intégrera l'émancipation des femmes et leur participation pleine et effective en tant qu'objectif essentiel dans tous les efforts qui bénéficieront d'un soutien dans le cadre de la stratégie, conformément à la résolution 1325 et aux résolutions connexes du Conseil de sécurité des Nations Unies »<sup>18</sup>. En plus de condamner les violences à caractère sexuel commises par Daech et par d'autres organisations terroristes à l'égard des civils, le Conseil a mentionné une référence explicite à la violence et à l'insécurité auxquelles sont confrontées les femmes. Celles-ci ont également fait l'objet d'une condamnation du Conseil en octobre 2015. Les conclusions du Conseil des Affaires étrangères de l'UE soulignaient par ailleurs l'importance de la participation des femmes et de la société civile aux efforts visant à trouver une solution politique. Dans sa déclaration lors de la conférence internationale de paix sur la Syrie, dite de Genève 2, en janvier 2014, la Haute Représentante de l'UE Catherine Ashton, a encouragé les « deux parties à désigner des femmes au sein de leurs délégations de Genève 2, car leur participation dans le processus menant à un règlement politique est cruciale pour assurer la durabilité de celui-ci »<sup>19</sup>.

L'Union européenne soutient les capacités de la société civile et des organisations de femmes en tant que partenaires clés dans la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité. L'aide humanitaire de l'UE comprend une aide de base adaptée aux besoins des femmes et des filles, ainsi que des actions spécifiques visant à protéger les femmes et les filles et à garantir des moyens de subsistance.

L'Union européenne s'appuie sur l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) pour agir de façon globale et favoriser la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la gestion des crises et des menaces à la sécurité mondiale, en prenant des mesures stratégiques visant à protéger, soutenir et émanciper les femmes. Depuis mars 2017, l'UE a investi plus de 42 millions d'euros dans la protection des victimes du conflit armé en Syrie, notamment dans des activités axées sur la lutte contre les violences fondées sur le genre et sur la protection de l'enfance.

<sup>17</sup> Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU 1325 (2000)

<sup>18</sup> Conclusions du Conseil des Affaires étrangères de l'UE relatives à la stratégie régionale de l'UE pour la Syrie et l'Iraq, ainsi que pour la menace que constitue l'Eiil/Daech

<sup>19</sup> L'UE a participé à la conférence de paix Genève 2 sur la Syrie (21/01/2014)

[http://eeas.europa.eu/delegations/un\\_geneva/press\\_corner/focus/events/2013/20140121\\_ashton\\_syria\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/un_geneva/press_corner/focus/events/2013/20140121_ashton_syria_en.htm)

Trois projets actuellement financés par l'intermédiaire de cet instrument sont particulièrement importants dans ce domaine<sup>20</sup> :

- Le programme « Supporting transition towards democracy in Syria through preparing for an engendered constitution building process » (Soutenir la transition vers la démocratie en Syrie par l'intermédiaire d'un processus de consolidation de la constitution tenant compte de la relation entre les genres), mis en œuvre par l'organisation Initiative Féministe Européenne pour une Autre Europe, 1 million d'euros.
- Le programme « From Impunity to the Rule of Law: Enhancing the Analytical Capacities of the Syrian Commission for Justice and Accountability to Promote Conflict Transformation in Syria » (De l'impunité à l'état de droit : pour un renforcement des capacités analytiques de la Commission syrienne pour la justice et de l'obligation de rendre des comptes en vue de favoriser la transformation du conflit en Syrie), mis en œuvre par A.R.K. FZC, 2 millions d'euros. Dans le cadre de ce projet, des enquêteurs de terrain sont formés à la collecte de preuves et aux enquêtes sur les violences sexuelles. Ils ont réalisé environ 350 entretiens préliminaires et transféré plus de 1500 kilogrammes de documents en dehors de la Syrie.
- Le programme « Strengthening social cohesion for a democratic and inclusive Syrian civil society » (Renforcement de la cohésion sociale pour une société civile démocratique et inclusive), mis en œuvre par l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), 14 millions d'euros. Ce projet soutient les femmes et le rôle capital qu'elles peuvent jouer dans la société syrienne, au moyen de formations sur les questions de genre et de projets visant à renforcer la participation des femmes dans les processus politiques.

Néanmoins, les questions ayant trait à l'égalité des sexes ainsi qu'aux femmes, à la paix et à la sécurité ne figurent officiellement ni dans l'approche globale de l'UE face à la crise syrienne<sup>21</sup>, publiée en juin 2013, ni dans la « Fiche d'information : L'UE et la crise en Syrie », publiée en mars 2017, qui délimite les relations de l'UE avec la Syrie, alors que ce document a été mis à jour pour mettre davantage l'accent sur l'obligation de rendre des comptes et sur les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains<sup>22</sup>.

## 5. Recommandations

### **Recommandations aux acteurs internationaux (ONU, UE, et les différents États parties aux négociations) :**

- *Faire pression sur les parties en conflit pour qu'elles reviennent à la table des négociations, avec la participation de tous les acteurs internationaux pertinents ; renforcer la participation des femmes dans les négociations ainsi que dans les processus de justice transitionnelle et de consolidation de la paix en reconnaissant la société civile et les organisations de femme comme une partie indépendante à la table des négociations ;*
- *Plaider pour une solution politique comprenant une Constitution syrienne qui interdit la torture et les autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui garantit l'indépendance du système judiciaire et qui consacre explicitement l'égalité des genres et l'interdiction de la discrimination et des violences à l'égard des femmes ;*
- *Traduire en justice les responsables de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains ; demander des indemnités pour les crimes commis à l'encontre des femmes (en particulier les violences sexuelles), renvoyer ces affaires devant le Tribunal pénal international (TPI) et les soumettre à d'autres mécanismes existants visant l'obligation de rendre des comptes, notamment le mécanisme international, impartial et indépendant de l'ONU (MII) ;*
- *Exhorter les autorités syriennes à abroger les lois relatives à la police judiciaire et au terrorisme, à améliorer les conditions des femmes en détention et à libérer immédiatement celles qui sont détenues arbitrairement et injustement ;*
- *Intégrer la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU et adopter davantage de politiques respectueuses de l'égalité des genres dans le cadre du conflit syrien*

20 Selon les données fournies par la Commission européenne, l'IcSP a contribué pour un montant de 42 592 591 € au financement de 12 projets en Syrie : <http://www.insightonconflict.org/icsp/>

21 « Vers une approche globale de l'UE face à la crise syrienne » (24/06/2013)

22 « Fiche d'information L'UE et la crise en Syrie » (14/03/2017)

## Recommandations spécifiques à la communauté des bailleurs de fonds :

- Soutenir la société civile syrienne dans les domaines suivants : droits humains, obligation de rendre des comptes, consolidation de la paix et questions liées au genre ;
- Établir une stratégie en faveur de l'égalité des genres pour l'aide humanitaire et adopter une réponse respectueuse de l'égalité des genres vis-à-vis de la crise des réfugiés ; tenir compte de la nécessité d'émanciper les femmes dans tous les programmes de secours ;
- Prendre des mesures urgentes pour contribuer au financement de mécanismes visant à offrir une réhabilitation sociale, médicale, psychologique et économique adéquate aux Syriennes victimes de graves violations, notamment de violences sexuelles, en particulier pour les réfugiées et les femmes déplacées ; financer durablement les organisations de défense des droits des femmes œuvrant dans les régions contrôlées par l'EIL/Daech ;
- Lier l'aide financière accordée aux pays voisins qui accueillent des réfugiés syriens à la mesure dans laquelle ces pays s'engagent à protéger les Syriennes contre les violences et à respecter leurs responsabilités envers elles ;
- Reconnaître qu'une paix durable ne peut être atteinte que si les femmes sont adéquatement représentées dans des délégations de parties négociatrices, avec un pourcentage minimal de participation clairement déterminé et en tant que partie indépendante autour de la table des négociations ;
- Intégrer une perspective de genre dans tous les dossiers traitant de questions fondamentales en rapport avec la Syrie, notamment la Constitution mais aussi pour les organes directeurs de transition, la justice transitionnelle, les détenus/disparus et disparitions forcées, le retour volontaire et digne des réfugiés, le relèvement rapide et la reconstruction ou encore les questions liées à l'éducation et la santé.

## INFORMATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

**Titre :** Fiche d'information sur les violences à l'égard des femmes en Syrie

**Auteurs principaux :** Sabah Al Hallaq, Sema Nassar

**Auteur collectif :** EuroMed Droits

**Éditeur :** EuroMed Droits

**Date de publication :** Novembre 2017

**Pages :** 8

**Langues :** arabe, anglais, français

**Mise en page et graphisme de la couverture :** EuroMed Droits

**Termes de l'index :** Droits des femmes / Droits humains / Droit international / Droit international humanitaire

**Termes géographiques :** Syrie

**Coordination :** Sema Nassar

**Direction et supervision :** Muna Samawi, Sarah Gjerding Arabic

Révision : Dr Hassan Abbas

**Révision anglaise :** Muna Samawi

**Contributions :** League for Citizenship, Centre syrien pour les statistiques et la recherche, Réseau syrien des droits de l'homme, URNAMMU, Centre de documentation des violations, l'avocate Daad Mousa

